

1^{er} colloque ADDES 8 Juin 1983

***LA DELIMITATION ET L'ORGANISATION
DU CHAMP STATISTIQUE DE L'ECONOMIE SOCIALE***

ESQUISSE POUR UN COMPTE SATELLITE DE L'ECONOMIE SOCIALE

Jean Louis WEBER, Chargé de Mission à l'INSEE.

Le compte satellite de l'économie sociale devra décrire :

- *les producteurs et leur contribution à l'activité économique :
production, valeur ajoutée, emploi;*
- *les financeurs, c'est à dire toutes les unités qui fournissent des ressources aux
organismes de l'Economie sociale, qu'il s'agisse de sociétaires ou d'organismes de l'Economie
sociale ou de non membres.*
- *les bénéficiaires, c'est à dire toutes les unités membres ou non de l'Economie Sociale qui
bénéficient de ventes de biens ou de services ou des fournitures de services non marchands ou de
revenus en provenance de l'Economie Sociale.*

1983-1 Weber

**CONCEPTS ET CHAMPS DE L'ECONOMIE SOCIALE.
CONDITIONS ET ENJEUX D'UNE INFORMATION STATISTIQUE**

Claude VIENNEY, Chargé de conférence à l'Université de Paris I

Les organismes de l'Economie Sociale contribuent, tout comme les entreprises et les administrations publiques, à la production marchande et non marchande. mais la place de l'Economie Sociale dans l'économie environnante est marquée par la recherche ou non de la rentabilité dans l'activité productive marchande, l'existence ou non d'un prélèvement obligatoire et d'un service gratuit dans l'activité productive non marchande. une définition des organismes de l'Economie Sociale est alors donnée par rapport à cette "référence différentielle". l'auteur démontre alors pourquoi la forme et les règles juridiques des coopératives, des mutuelles et des associations servent de référence commune à l'Economie Sociale définie par la Délégation Interministérielle à l'Economie Sociale et sont plus généralement reconnues et légitimées dans leur rapport avec l'Etat. les organismes de "gestion paritaire sous contrainte" tels que les Comités d'Entreprise doivent probablement être inclus dans l'Economie Sociale. Ainsi la délimitation des organismes de l'Economie Sociale en référence à leur statut juridique spécifique permet d'avoir des informations relatives aux établissements au sein desquels sont organisées leurs activités. mais si l'on veut connaître les rapports entre les activités, les acteurs et les organismes de l'Economie Sociale, il faut alors organiser l'information en utilisant les catégories du système élargi de la comptabilité nationale en sélectionnant des variables descriptives adéquates aux points communs et distinctifs de ces rapports. Une esquisse, appuyée de tableaux récapitulatifs, est faite de la connaissance statistique de l'Economie Sociale dans la comptabilité nationale.

1983-2 Vienney

**DES CHIFFRES POUR L'ECONOMIE SOCIALE :
LES SOURCES D'INFORMATION; MOBILISER LES DONNEES EXISTANTES
ET EN CREER DE NOUVELLES**

Philippe KAMINSKI, Chargé de mission à l'INSEE

Le seul outil statistique utilisable actuellement pour l'ensemble de l'Economie sociale est le fichier des entreprises et établissements Sirène. Or il est insuffisant et une confrontation avec le fichier des grands établissements révèle de graves lacunes ou erreurs. Il y a donc nécessité de mettre en place un système statistique propre à l'Economie Sociale devant aboutir à la création d'un compte satellite dans le cadre de la comptabilité nationale. Le fichier Sirène devrait faire l'objet d'un nettoyage pour servir non de source première mais de base de sondage et pour identifier les établissements d'Economie Sociale dans d'autres sources.

1983-3 Kaminski

2^{ème} colloque ADDES 20 Juin 1984

**LES ASSOCIATIONS DANS LA STATISTIQUE
DE L'ECONOMIE SOCIALE**

LES ASSOCIATIONS EN CHIFFRES

Edith ARCHAMBAULT, Chargée de conférence à l'Université de Paris I

La connaissance quantitative du secteur associatif est très limitée. Si on peut connaître les créations d'associations, leur nombre total est insaisissable avec les outils statistiques actuels, de même que la mesure de leurs opérations ou celle du travail bénévole. Des données existent : fichier Sirène, enquêtes pilotes régionales, enquêtes auprès des ménages sur les adhésions. L'étude des associations nécessite la mise en place d'un système d'information : établissement d'une nomenclature, recensement, compte satellite, adaptation du plan comptable. En annexe : établissement des comptes des mouvements de jeunesse.

1984-1 Archambault

**LES ASSOCIATIONS DANS L'ECONOMIE SOCIALE :
CONTRIBUTION A UNE TYPOLOGIE DES ASSOCIATIONS GESTIONNAIRES**

Raymond CAMUS, Service Associations.

La connaissance quantitative des associations se heurte à des obstacles fondamentaux. Il faudrait constituer un état civil des associations, puis régulariser la situation des associations existantes et étendre le système à tous les organismes sans but lucratif.

Présentation des données fournies par C. Gide, à partir des chiffres produits par l'Office du Travail en 1900, selon une typologie inspirée de Le Play.

1984-2 Camus

**SUR LE ROLE ECONOMIQUE DES ASSOCIATIONS.
COMPTE RENDU D'UNE ETUDE STATISTIQUE PILOTE
SUR L'ARRONDISSEMENT D'ORLEANS**

Jacques HORAIST, Chargé de Mission ; Ministère de l'Economie et des Finances - Direction de la Prévision.

Les premiers résultats d'une enquête IFOP sur 250 associations de l'arrondissement d'Orléans en 1983 mettent en évidence l'existence de 3 types d'associations :

- 10 % des associations concentrent 90 % des ressources globales et 80 % du temps rémunéré,
- 88 associations représentent moins de 1% du total des ressources,
- 108 associations se situent entre ces 2 catégories.

L'évaluation sur la part économique globale des associations dans l'arrondissement reste très difficile.

1984-3 Horaist

**LA CONSTRUCTION D'UNE NOMENCLATURE
FONCTIONNELLE DES ASSOCIATIONS :
UN TRAVAIL EXPERIMENTAL**

Dominique DERUELLE, Chargé de Mission à l'INSEE.

La nomenclature proposée vise à classer les associations du point de vue de leur domaine d'activité pour en permettre l'analyse sociale. C'est la finalité de l'association au sein de grands domaines de l'action collective qui a été retenue pour le classement. La nomenclature a 3 niveaux.

1984-4 Deruelle

UNE APPROCHE DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR ASSOCIATIF

Emmanuelle MARCHAL, Chercheur; Centre d'Etudes de l'Emploi

Les emplois dans les associations présentent des caractéristiques assez spécifiques, en particulier parce que les formes d'emplois atypiques y sont fréquentes. Les emplois permanents sont à forte majorité féminins, concentrés dans des activités de soins et services sociaux, avec un fréquent cofinancement par plusieurs organismes. Les emplois non permanents sont très nombreux et souvent oubliés : travailleurs indépendants, vacataires occasionnels ou réguliers. Si tous les vacataires ne peuvent être considérés comme des salariés, il y a en revanche souvent pérennisation de l'emploi du vacataire régulier. La gamme des situations des emplois associatifs rend leur qualification difficile. (enquête en Seine et Marne)

1984-5 Marchal

3^{ème} colloque ADDES 19 Juin 1985

EMPLOI ET ECONOMIE SOCIALE

LA CREATION D'EMPLOIS DANS L'ECONOMIE SOCIALE : **LES ENSEIGNEMENTS DU COLLOQUE DE L'ADDES**

Jacques HORAIST, Chargé de Mission - Ministère de l'Economie et des Finances ; Direction de la Prévision.

Analyse du colloque tenu par l'ADDES en 1985 sur le thème : «Emploi et Economie Sociale». Ce rapport décrit les principaux points sur lesquels les travaux statistiques ou économiques ont marqué une avancée. En annexe : analyse de l'article "l'économie cachée en France", de J. Gaudin et M. Schiray, Revue Economique juillet 1984.

1985-1 Horaist

FORMES ET MESURE DE L'EMPLOI DANS L'ECONOMIE SOCIALE

Ann CHADEAU, Maître Assistant à Paris I.

Jean Charles WILLARD, Chargé de Mission à l'INSEE.

Quelle est la spécificité éventuelle des entreprises d'Economie sociale en matière d'emploi ? Cette interrogation a suscité l'analyse de la nature des emplois dans l'Economie sociale et celle de leur mesure. Analyse du statut de la force de travail, salarié, non salarié, bénévole, situations intermédiaires. Problèmes méthodologiques de la mesure de l'emploi à partir des sources statistiques existantes.

1985-2 Chadeau Willard

DE L'EMPLOI AU TRAVAIL ASSOCIATIF : **REFLEXIONS SUR LA NOTION D'EMPLOI DANS LES ASSOCIATIONS**

Gilles GATEAU, Chercheur ; Séminaire d'Economie Sociale du Travail - Université de Paris I

L'analyse de l'emploi dans les associations est nécessaire pour mesurer la contribution du milieu associatif à l'économie nationale. Elle se heurte à de nombreux problèmes méthodologiques. Présentation des sources d'informations statistiques disponibles, de l'expérience d'évaluation canadienne, des résultats actuellement disponibles en France. Analyse de la notion d'emploi dans les associations, de l'emploi "typique" à l'emploi atypique, et du problème méthodologique majeur de la prise en compte du travail bénévole.

1985-3 Gateau

L'EMPLOI DANS LE TOURISME SOCIAL.

Josette COURTOIS, Chargée d'Etudes Economiques au Crédit Coopératif.

Etude sur les particularités des emplois permanents et saisonniers dans le tourisme social à partir de données statistiques, démographiques, salariales et quantitatives communiquées par l'UCEL et le GSOTS (Groupement Syndical des Organismes de Tourisme Social.)

1985-4 Courtois

L'EMPLOI DANS LES COOPERATIVES DE CONSOMMATEURS. DOSSIER STATISTIQUE

Jacques GASCOIN, Responsable Service Informations et Statistiques - FNCC.

Bilan social consolidé du mouvement coopératif de consommateurs 'années 1981/1983), élaboré par la FNCC et portant notamment sur l'emploi, les rémunérations, les conditions de travail et la formation. Note complémentaire relative aux gérants mandataires.

1985-5 Gascoin

L'EMPLOI DANS LES SCOP

Jean GAUTIER, Chargé de Mission ; Secrétariat Général - Confédération Générale des SCOP.

Le problème de l'emploi dans les SCOP ne se pose pas dans les mêmes termes que pour d'autres composantes de l'Economie Sociale. L'aspect quantitatif est étudié notamment à partir des sources classiques de statistiques d'emplois salariaux et de données fournies par la CGSCOP. En revanche, l'aspect qualitatif se heurte à certains obstacles quant aux instruments et outils de recensement.

En annexe : schéma type de bilan coopératif

1985-6 Gautier

EMPLOI ET COOPERATIVES D'ENTREPRENEURS INDIVIDUELS

Philippe NICOLAS, Directeur de recherche à l'INRA

Claude VIENNEY, Maître de conférences à l'Université Paris I.

L'étude des rapports entre l'emploi des travailleurs indépendants et l'emploi des salariés dans leurs coopératives implique : l'identification des entrepreneurs membres; le repérage des entreprises coopératives dans leurs champs d'activités respectifs; l'examen des incidences du développement des coopératives sur les conditions d'emploi de leurs membres. Le rapport examine le problème de l'identification des coopératives d'entrepreneurs individuels sur l'ensemble du champ et présente une sélection d'informations relatives à l'emploi pour trois catégories de coopératives d'âges différents : agriculteurs (1880), commerçants détaillants (1947) et artisans (1983).

1985-7 Nicolas Vienney

OU EN EST LE COMPTE SATELLITE DE L'ECONOMIE SOCIALE ?

Marie-Hélène BLONDE, Chargée de Mission ; Délégation Interministérielle à l'Economie Sociale.

L'inventaire des problèmes posés par l'élaboration d'un compte satellite de l'Economie Sociale conduit à se poser la question de sa mise en place . Si pour les coopératives et les mutuelles cela peut se faire dans l'année 1986, il n'en est pas de même pour les associations.

1985-8 Blonde

4^{ème} colloque ADDES 17 Juin 1986

ECONOME SOCIALE ET FINANCEMENTS PUBLICS

L'ECONOMIE SOCIALE EST-ELLE ASSOCIEE AUX GRANDES FONCTIONS ECONOMIQUES DES POUVOIRS PUBLICS ?

Edith ARCHAMBAULT. Laboratoire d'Economie sociale; Professeur à l'Université de Poitiers.

Dans quelle mesure l'Economie sociale participe-t-elle aux grandes fonctions économiques des pouvoirs publics ?

- production : participation à des fonctions d'utilité collective
- redistribution, avec en particulier le bénévolat, redistribution en nature

- régulation : participation à une politique de l'emploi, à la décentralisation.

1986-1 Archambault

**LES ORGANISMES DE L'ECONOMIE SOCIALE RENFORCENT-ILS LEURS IDENTITE
DANS LA PERIODE CONTEMPORAINE ?**

Claude VIENNEY. Maître de conférences à l'Université de Paris I.

Les statuts juridiques des coopératives, des associations, des mutuelles, avaient en commun d'interdire à ces organisations de se procurer sur le marché financier des capitaux en quête de placements rentables, mais leur donnaient accès en contrepartie à des circuits publics de collecte de l'épargne et de distribution des crédits. En revanche, les pouvoirs publics depuis quelques années les incitent à se procurer elles-mêmes les ressources dont elles ont besoin, ce qui les amène, pour défendre leur identité, à se solidariser davantage mais aussi à recourir aux mêmes financements que les autres entreprises. Sont étudiés:

*- comment la solidarité et la renégociation des statuts sont en rapport avec les changements de comportements financiers induits dans les années 1970-1980 par la réorganisation des circuits de financement des investissements
- comment les modifications institutionnelles de la période 1981-1985 manifestent la reconnaissance du nouvel ensemble de règles communes et distinctes qui émergeait, alors que parallèlement les déréglementations qui le banalisent conduisent à des comportements financiers contrastés.*

1986-2 Vienney

LES ASSOCIATIONS DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET LE FINANCEMENT PUBLIC

Josette COURTOIS; responsable des études économiques au Crédit Coopératif.

En dehors des associations d'origine précise pour lesquelles les informations statistiques existent (AFPA, ASFO, FAF), le secteur associatif de la formation professionnelle est fort mal connu (fichier Sirene). Présentation du financement public, direct ou indirect, de ce secteur.

1986-3 Courtois

**LA PARTICIPATION DES ASSOCIATIONS AU PROGRAMME
DES TRAVAUX D'UTILITE COLLECTIVE**

Emmanuelle MARCHAL, chargée de recherche; Centre d'études de l'emploi

Une enquête du Centre d'Etudes de l'Emploi auprès d'organismes engagés dans le programme TUC permet d'isoler la contribution spécifique du secteur associatif. Celle-ci se caractérise par une mobilisation rapide et importante (pondérée par la faiblesse des effectifs) ainsi que par des conditions de travail assez éloignées de celle du monde salarié, situation comportant risques et avantages pour les stagiaires.

1986-4 Marchal

LES FLUX ET LEUR ENREGISTREMENT COMPTABLE

Marie-Hélène BLONDE; Chargée de mission : Délégation Interministérielle à l'Economie sociale
Jean-Charles WILLARD; chargé de mission à l'INSEE.

Travail méthodologique pour la constitution du compte satellite de l'Economie sociale visant à décrire et illustrer les financements publics reçus par les organismes de l'Economie sociale : financements directs (subventions, facilités de financement, mise à disposition de personnels ou équipements, dépenses fiscales), financements indirects (aides à l'emploi des jeunes, dépenses fiscales), mesures réglementaires relatives aux financements des coopératives et associations, autres liens entre les administrations publiques et les organismes d'Economie sociale. Il apparaît que les aides publiques reçues par l'Economie sociale lui sont rarement attribuées au titre explicite du soutien au tiers secteur, et que ses canaux de financement sont très divers, rendant problématique leur analyse. Ces premiers travaux permettent déjà de nuancer certaines affirmations assez répandues, par exemple l'affirmation du désengagement de l'Etat vis à vis du monde associatif qui est fondée sur la seule analyse des subventions et autres aides monétaires directes au mépris de l'évolution des normes et réglementations, des transferts de fonctions de collecte et de distribution des moyens de financement des institutions financières publiques à celles de l'Economie sociale.

1986-5 Blonde Willard

5^{ème} colloque ADDES 17 Juin 1987

**BATIR LE COMPTE SATELLITE DE L'ECONOMIE SOCIALE,
APPROCHES REGIONALES,
APPROCHES NATIONALES**

**ESSAI DE CONNAISSANCE ET DE MESURE DE L'ECONOMIE SOCIALE NON AGRICOLE
DANS LE DEPARTEMENT DE L'ISERE**

Danielle DEMOUSTIER, Institut d'Etudes Politiques de Grenoble.

Recensement des entreprises d'Economie sociale dans le département de l'Isère ou l'on comptait en 1986 : 4641 associations loi de 1901, 161 mutuelles, 45 coopératives de production, 28 sociétés coopératives de banque et 22 bureaux de sociétés d'assurance à caractère mutuel, et quelques autres coopératives.

1987-1 Demoustier

DES CHIFFRES POUR L'ECONOMIE SOCIALE, OU EN EST-ON EN 1987 ?

Philippe KAMINSKI, chargé de mission à l'INSEE.

Après une mise en garde sur les limites d'exploitation du fichier Sirène et de l'enquête annuelle d'entreprise, présentation d'une comparaison par groupe d'activités, des résultats des coopératives par rapport aux autres entreprises : produits et charges d'exploitation, compte de résultat, résultat d'exploitation, résultat financier, emploi, immobilisations...

1987-2 Kaminski

**UNE APPROCHE REGIONALE EN POITOU CHARENTES
D'UNE STATISTIQUE DE L'ECONOMIE SOCIALE**

Jean-Pierre LE BIHEN, Agence pour le Développement Régional de l'Economie Sociale (ADRES).

A travers une enquête menée par l'ADRES en Poitou-Charentes sur les entreprises d'Economie sociale, l'auteur a voulu présenter tout d'abord des questions méthodologiques pour l'évaluation statistique de ce secteur, puis les premiers résultats de l'enquête (nombre d'entreprises et leurs établissements, emplois et salariés, le CA et la valeur ajoutée, le bénévolat et le sociétariat).

1987-3 Le Bihen

**UNE ENQUETE AUPRES D'ASSOCIATIONS EN ILE-DE-FRANCE : APPRECIATION DE LEUR POIDS
ECONOMIQUE ET SOCIAL**

Josette COURTOIS, responsable des études économiques au Crédit Coopératif.

Résultats d'une enquête menée en Ile de France auprès du secteur associatif afin d'en déterminer le poids économique et social : "âge" des associations, budget et secteur d'activité; ressources financières, services bancaires utilisés.

1987-4 Courtois

**APPROCHE D'UN SECTEUR DE L'ECONOMIE SOCIALE :
L'ENREGISTREMENT STATISTIQUE DE L'ACTIVITE DES MUTUELLES**

Armand RAUCH, Chef du service statistique de la FNMF.

Laurence BAUMLIN, Service statistique de la FNMF.

Tableau de l'activité économique des mutuelles et de leur comptabilisation dans les statistiques du ministère des affaires sociales. Bilan de l'ensemble des sociétés mutualistes au 31.12.1983. En définitive l'enregistrement statistique de l'activité des mutuelles est à la fois riche parce qu'il donne une vision détaillée du secteur, et incomplet puisqu'une part non négligeable du secteur échappe encore à la statistique et qu'il se pose des problèmes de cumul des données

recueillies. En annexe, états statistiques annuels retraçant l'activité des groupements mutualistes : formulaire en vigueur à partir de l'exercice 1986.

1987-5 Rauch Baumlin

LA PLACE DE L'ECONOMIE SOCIALE DANS L'ASSURANCE DE BIENS

Bertrand VOYER, secrétaire général adjoint du Groupement des Sociétés d'Assurance à Caractère Mutuel (GSACM).

Présentation du marché de l'assurance et du secteur spécifique de l'assurance qui se réfère à l'Economie sociale et tout particulièrement des sociétés fédérées dans le Groupement des Sociétés d'assurances à Caractère Mutuel, GSACM.

1987-6 Voyer

**QUELQUES REFLEXIONS SUR L'ETAT D'AVANCEMENT
DU COMPTE SATELLITE DE L'ECONOMIE SOCIALE**

Bernard DROMAIN, conseiller technique de la Délégation à l'économie sociale

Synthèse concernant les statistiques régionales et nationales, orientations à donner aux travaux du compte satellite..

1987-7 Dromain

6^{ème} colloque ADDES 22 Novembre 1988

**ECONOMIE SOCIALE
ET PROTECTION SOCIALE**

**PLACE DE L'ECONOMIE SOCIALE DANS LA PROTECTION SOCIALE.
CONTOURS ET REPRESENTATION**

Laurence. BAUMLIN, service statistique de la FNMF.

Maryvonne LEMAIRE, SESI - Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection Sociale.

Après une analyse du champ couvert par l'intersection Economie sociale / protection sociale dans le système statistique existant, méthodologie d'exploitation des données et présentation des résultats pour 1986.

1988-1 Baumlin Lemaire

ECONOMIE SOCIALE ET FINANCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE

Alain DELUC, FNMF.

JEAN-CHARLES WILLARD, chargé de mission à l'INSEE.

La protection sociale connaît une réelle crise de financement dont l'ampleur conduit à se poser des questions sur les voies d'exercice de la solidarité collective. l'Economie sociale incarne historiquement celle de la solidarité volontaire, de la proximité des financeurs et des bénéficiaires. A-t-elle vocation à pallier les manques du système en amont de la prise en charge par la solidarité légale obligatoire ou de l'arrivée des producteurs marchands ? Ou bien est-elle un complément dynamique à des appareils de masse en crise ? Trois volets à cette étude : les difficultés de la protection sociale : croissance et diversification de la demande - la mutualité et l'avenir de la protection sociale (rôle dans la protection complémentaire, réduction de la demande par politique de prévention,...) - actions sur la demande, coûts et financement : maintien des spécificités et recherche de l'efficacité.

1988-2 Deluc Willard

**LE FINANCEMENT DES ASSOCIATIONS DU SECTEUR DU TRAVAIL SOCIAL
POTENTIALITES ET EVOLUTIONS REELLES**

Daniel GACOIN, chef de service éducatif Association Jean Cotxet

Présentation du secteur des activités de travail social où les associations occupent une place dominante : elles gèrent plus de la moitié des interventions et institutions. Comment sont-elles financées, quelle est la part de l'Etat et son évolution relative ?

1988-3 Gacoin

L'APPORT DE L'ECONOMIE SOCIALE EN MATIERE DE PROTECTION SOCIALE :
OBSERVATIONS ET PISTES DE RECHERCHE

Yves SAINT-JOURS, Professeur de droit social, Université de Perpignan

Analyse de la place de la Mutualité dans la protection sociale : organisation administrative, contribution financière et gestion d'établissements sanitaires et sociaux.

1988-4 Saint Jours

7^{ème} colloque ADDES 13 mars 1990

L'ECONOMIE SOCIALE EN EVOLUTION :
TRANSFORMATION DES ORGANISMES,
MAINTIEN DE LEUR IDENTITE?

Y A-T-IL UNE PLACE POUR LES COOPERATIVES DANS LES INSTITUTIONS DU LOGEMENT SOCIAL?

Claude VIENNEY, Professeur à l'Université Paris I.

Analyse de la place du logement dans l'Economie sociale, et présentation des formules de coopératives de logement social en Europe, notamment : - les coopératives d'habitation suédoises - les coopératives de construction d'habitation allemandes - les coopératives d'habitation italiennes - les coopératives d'habitation économique portugaises - les sociétés coopératives de production HLM en France - les coopératives de logement espagnoles - les associations coopératives d'habitation anglaises.

Présentation du CECODHAS (Comité Européen de Coordination de l'Habitat Social).

1990-1 Vienny

UNE COOPERATION VECUE A LA BASE : LES CUMA
(COOPERATIVES D'UTILISATION DE MATERIELS AGRICOLES)

René MAUGET. Institut de Gestion International Agroalimentaire, IGIA.

Historique et évolution des CUMA. Caractéristiques des CUMA par rapport aux autres formes de coopératives agricoles. Annexes : présentation de la CUMA "l'anémone"; tableau comparatif des caractéristiques juridiques des différentes formes de mécanisation en commun; dossier statistique.

1990-2 Mauget

LES GAEC
(GROUPEMENTS AGRICOLES D'EXPLOITATION EN COMMUN)
DANS L'ECONOMIE SOCIALE

Josette BUCHOU - Union des Groupements pour l'Exploitation Agricole, UGEA.

Présentation des GAEC : originalité du statut, évolution récente, implication des associés de GAEC dans d'autres formes de coopération agricole. Dossier statistique.

1990-3 Buchou

FORMATION DES GROUPES COOPERATIFS AGRO-ALIMENTAIRES

ET SITUATION DES AGRICULTEURS SOCIETAIRES

Philippe NICOLAS P.- Institut National de la Recherche Agronomique, INRA.

Exposé sur les conséquences, pour les coopératives agricoles, de leur développement et de leur diversification, et sur la participation des sociétaires aux prises de décisions stratégiques. Présentation de l'organisation de quatre grands groupes coopératifs de l'agro-alimentaire : CANA, SOCOPA, SODIAAL, Sucre Union. Données statistiques sur la coopération agricole.

1990-4 Nicolas

SYNTHESE DES COMMUNICATIONS SUR LE DOMAINE AGRICOLE ET AGRO ALIMENTAIRE

Josette BUCHOU - Union des Groupements pour l'Exploitation Agricole, UGEA.

René MAUGET. Institut de Gestion International Agroalimentaire, IGIA.

Synthèse des interventions et données statistiques

1990-5 Buchou Mauget

UNE PROSPECTIVE DE L'ECONOMIE SOCIALE : TROIS SITUATIONS, TROIS DESTINEE I

Philippe KAMINSKI, chargé de mission à l'INSEE.

Réflexions sur les problèmes soulevés par la mise en oeuvre de statistiques sur l'Economie sociale, et notamment sur les associations.

L'identité de l'Economie sociale ne se limite pas à l'énumération des organismes qui la constituent. Elle ne peut résulter que de l'interaction de 3 types de données :

- l'activité exercée et l'insertion des entreprises dans le circuit économique
- le mode de désignation des responsables et sa gestion des ressources humaines
- les valeurs de la communication.

De ce constat l'auteur estime que la statistique doit alors s'appuyer sur la monographie.

1990-6 Kaminski

SALARIES ET SALAIRES DANS L'ECONOMIE SOCIALE (EXPLOITATION DES DADS DE 1986) II

Philippe KAMINSKI, chargé de mission à l'INSEE.

Présentation des résultats d'une exploitation statistique des déclarations annuelles de données sociales de 1986 : tableaux sur les salariés de l'Economie sociale (effectifs, catégories, salaires...) Et leurs employeurs (entreprises d'Economie sociale, associations). Remarques de méthode, jugement sur la qualité de la source.

1990-7 Kaminski

TRANSFORMATIONS DES ORGANISMES ANNEXES III

Philippe KAMINSKI, chargé de mission à l'INSEE.

Jean-Pierre LE BIHEN, UES d'ARVA

Christian LEBORGNE, secrétaire général des SCOP de la communication

Quatre volets dans cette annexe :

- indicateurs et statistiques
- Portraits d'associations : les APAVE et l'ASM
- L'innovation en Economie Sociale
- Rôle et compétences des principales instances de la SCOP

1990-8 Kaminski Le Bihen Leborgne

ENQUETE NATIONALE AUPRES DES GROUPEMENTS D'ARTISANS

Josette COURTOIS, responsable des études économiques au Crédit Coopératif.

Didier ARBOUZ, secrétaire général de la Confédération Générale des Coopératives et Groupements d'Artisans.

Résultats d'une enquête/entretien auprès de 1 330 groupements d'artisans (40% de réponses) portant sur :

- leur structure
- leur activité
- leurs adhérents salariés
- leur chiffre d'affaires
- leurs moyens de financement.

1990-9 Courtois Arbouz

8^{ème} colloque ADDES 18 Juin 1991

SUR QUELQUES ASPECTS DU FINANCEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE

LE SECTEUR PHILANTHROPIQUE AUX ETATS-UNIS : POIDS ECONOMIQUE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Edith ARCHAMBAULT, Université Paris I

Analyse de la place du secteur sans but lucratif dans l'économie américaine et de l'évolution de ses sources de financement entre 1977 et 1987

1991-1 Archambault

LES ASSOCIATIONS CULTURELLES EMPLOYEURS : ENQUETE NATIONALE

Josette COURTOIS, Crédit Coopératif.

Panorama du secteur des associations culturelles en France : leur champ d'activité, leurs moyens humains, matériels et financiers, leurs relations avec le système bancaire.

1991-2 Courtois

LES RELATIONS FINANCIERES ENTRE LES COLLECTIVITES LOCALES ET LES ASSOCIATIONS

Viviane TCHERNONOG, chercheur au Laboratoire d'Economie Sociale - Université Paris I.

Analyse des subventions des communes aux associations à partir d'une enquête menée sur 10 ans. On peut constater que les associations du secteur sanitaire et social captent près de 30% des subventions, et le secteur culturel près du quart.

1991-3 Tchernonog

FINANCEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE, QUELQUES REGLES RECENTES

Jacques HORAIST

Des fiches synthétiques présentent : - le titre associatif - le titre participatif - le certificat coopératif d'investissement - les obligations - les actions.

1991-4 Horaist

LE CAS DES COOPERATIVES DE COMMERCANTS DETAILLANTS

Jean FUALDES, LIRESS / CNRS.

Les coopératives de commerçants détaillants, sous l'influence de divers facteurs (phénomène de concentration, production de masse, changement des habitudes de consommation) sont amenées à évoluer rapidement. L'auteur

propose ici un catalogue de solutions propres à élargir le financement des coopératives tout en mettant en lumière les risques tant financiers qu'éthiques qu'elles courent ainsi.

1991-5 Fualdes

**LES MOYENS DE FINANCEMENT DES GROUPES COOPERATIFS AGROALIMENTAIRES ET LEURS
CONSEQUENCES**

René MAUGET, Professeur; Chaire de la coopération agricole - IGIA.

L'accroissement des besoins financiers dans les coopératives agricoles rend insuffisant l'autofinancement par la coopérative et ses adhérents. Analyse des avantages et inconvénients des apports extérieurs (fusions et unions, recours à des instruments financiers comme les CCI, les TS, les MOF...), Montages juridiques avec des partenaires non coopératifs... Quels sont les risques quant à une éventuelle perte d'identité coopérative ?

1991-6 Mauget

PROBLEMES ET PERSPECTIVES DE FINANCEMENT DES COOPERATIVES

Philippe SAUVAGE, secrétaire général du GNC.

En matière de financement des entreprises coopératives il semble qu'un consensus existe sur la possibilité d'un système facultatif et partiel d'incorporation des réserves et de revalorisation des parts ainsi que sur l'ouverture du capital dans les limites préservant l'autonomie de la coopérative : analyse du problème.

1991-7 Sauvage

ETAT ACTUEL DES STATISTIQUES DE L'ECONOMIE SOCIALE

Daniel RAULT -Délégation Générale à l'Innovation Sociale et à l'Economie Sociale, DGISES.

Breve présentation de l'état d'avancement des travaux statistiques sur l'Economie sociale : quatre enquêtes régionales, la mise à jour du répertoire Sirène, une enquête européenne sur les entreprises d'Economie sociale, une étude de l'INSEE sur le secteur institutionnel des administrations privées.
5 pages.

1991-8 Rault

9^{ème} colloque ADDES 16 Décembre 1992

**REGARDS SUR L'ECONOMIE SOCIALE,
ICI ET AILLEURS**

L'ECONOMIE SOCIALE ET SES COMPOSANTES, UNE APPROCHE STATISTIQUE GLOBALE ?

Daniel RAULT, Délégation Générale à l'Innovation Sociale et à l'Economie Sociale.

Bref panorama des travaux en cours :

Etude de l'INSEE et d'EUROSTAT

Etablissement d'une méthode globale de définition du champ de l'Economie sociale

1992-1 Rault

L'ECONOMIE SOCIALE AGRICOLE AU MEXIQUE, LE DEVENIR DES EJIDOS

José-Luis GARIBAY-FLORES, Economiste, consultant.

Après un panorama historique du secteur agricole mexicain, présentation des caractéristiques légales et de l'organisation des ejidos et de leur devenir dans le cadre de la nouvelle réforme agraire.

1992-2 Garibay-Flores

PANORAMA DE L'ECONOMIE SOCIALE EN ALLEMAGNE.

Hans H. MUNKNER, Professeur, Université de Marburg.

Présentation du secteur de l'Economie sociale en Allemagne à travers une grille de lecture théorique mise au point à partir de définitions françaises. Malgré la non reconnaissance du concept en Allemagne, l'auteur nous donne une définition juridique des grandes familles de l'Economie sociale en Allemagne et analyse le poids des associations, coopératives et mutuelles dans l'économie nationale.

1992-3 Munkner

CLUBS D'INVESTISSEURS POUR UNE GESTION ALTERNATIVE ET LOCALE DE L'EPARGNE. CIGALE
Josette COURTOIS - Consultant.

Origine, statut, fonctionnement et poids socio économique des Cigales.

1992-4 Courtois

LES ORGANISMES PRIVES SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MENAGES

Danièle DEMOUSTIER, maître de conférences à l'Université de Grenoble II

François SAPARELLI, chargé d'études à l'ESEAC, Université de Grenoble II.

Comment les organismes privés sans but lucratif appelés "administrations privées" en comptabilité nationale sont-ils apparus dans les comptes de la nation ? Que regroupent-ils ? Quel est leur poids socio-économique ? En s'appuyant sur les résultats d'une enquête menée auprès des APRI de 3 départements (Hauts de Seine, Côte d'Armor, Isère) et auprès des fédérations, fondations et associations nationales, l'auteur tente d'y répondre tout en précisant les limites d'une telle étude.

1992-5 Demoustier Saparelli

10^{ème} colloque ADDES 15 Mars 1994

NOUVELLES DONNEES SUR L'ECONOMIE SOCIALE

LE POIDS ECONOMIQUE DU SECTEUR ASSOCIATIF

Edith ARCHAMBAULT, Laboratoire d'Economie sociale Université Paris I

Viviane TCHERNONOG, Laboratoire d'Economie sociale Université Paris I.

Présentation détaillée de deux enquêtes:

- l'une permet de disposer d'informations quantitatives sur les dons et le travail bénévole
- l'autre permet de fournir un aperçu du poids et de la structure du financement du secteur associatif.

1994-1 Archambault Tchernonog

LES COOPERATIVES DE TRAVAIL EN EUROPE: ELEMENTS POUR UN BILAN 1970-1990.

Jean-Louis LAVILLE, chercheur, CRIDA / LSCI.

Depuis 1970 deux vagues de créations coopératives se sont succédées: la première fut l'œuvre de "collectifs volontaires" correspondant à l'exercice d'un même métier par l'ensemble des membres, la seconde fut l'œuvre de "collectifs contraints" où la pluralité des appartenances socio-professionnelles créa des différences entre les membres.

1994-2 Laville

**SPECIFICITES NATIONALES DES SOCIETES COOPERATIVES EN EUROPE ET CONVERGENCES
ACTUELLES DANS LE DOMAINE AGRO-ALIMENTAIRE**

Philippe NICOLAS, Directeur de recherche - INRA

Ce rapport souligne le clivage qui existe en matière de coopération agricole entre les pays du Nord (étude du cas allemand) et les pays du Sud (étude du cas italien).

1994-3 Nicolas

ANALYSE STRATEGIQUE DES GROUPES COOPERATIFS AGRO-ALIMENTAIRES EUROPEENS.

René MAUGET, Professeur, chaire de la coopération agricole - IGIA.

La mise en place du Marché Unique accélère les décisions des grands groupes coopératifs de la CEE pour se structurer, conduire des stratégies, financer leur développement. Analyse du problème.

1994-4 Mauget

TRAVAIL ET EMPLOI DANS LES ASSOCIATIONS: REALISATIONS ET PROJETS

Jean-Etienne CHAPRON, INSEE.

Olivier CHOQUET, INSEE..

Historique des recherches menées sur ce thème, analyse des problèmes conceptuels et perspectives proches.

1994-5 Chapron Choquet

**ENQUETES REGIONALES SUR L'ECONOMIE SOCIALE: UNE EXPERIENCE PILOTE, DES
ENSEIGNEMENTS**

Philippe KAMINSKI, INSEE.

Compte rendu dans quatre régions des résultats d'enquêtes initiées par les GRCMA et l'INSEE sur l'Economie Sociale et tout particulièrement le secteur associatif : données sur le sociétariat, les salariés, les bénévoles, les ressources...

1994-6 Kaminski

ETAT D'AVANCEMENT DES STATISTIQUES SUR L'ECONOMIE SOCIALE

Daniel RAULT, Délégation générale à l'Innovation Sociale et à l'Economie Sociale.

Bref panorama des travaux statistiques sur l'Economie sociale menés au plan national.

1994-7 Rault

11^{ème} colloque ADDES 13 Juin 1995

**RELATIONS ENTRE ECONOMIE SOCIALE
ET POUVOIRS PUBLICS**

EVOLUTION PASSEE ET RECENTE DE LA MUTUALITE FRANCAISE ENTRE ETAT, SECURITE SOCIAL

Jean-Pierre DUMONT, Directeur de la recherche et de la communication à la Fédération Mutualiste Parisienne.

L'auteur étudie, à travers les congrès et assemblées générales de la FNMF, les prises de position de cette fédération face aux interventions de l'Etat, à la Sécurité sociale et à la concurrence des compagnies d'assurance.

1995-1 Dumont

**EVOLUTION PASSEE ET RECENTE DES MUTUELLES ENTRE ETAT, SECURITE SOCIALE ET MARCHE
DE L'ASSURANCE**

Bernard GIBAUD, chargé de recherche à la Mutualité Française.

Histoire de la Mutualité sur un siècle : autonomie des associations d'entraide, interventions de l'Etat comme du secteur marchand, autant de phases qui ont permis au Mutualisme français de se constituer.

1995-2 Gibaud

LES FINANCEMENTS PUBLICS DU SECTEUR ASSOCIATIF

Viviane TCHERNOG, Laboratoire d'Economie sociale Université Paris I.

La fréquence et l'importance des financements publics vers le secteur associatif confirment la place que les associations occupent comme acteurs de la vie collective ou vecteurs de l'action publique dans de nombreux domaines. Cette étude aboutit à un triple constat :

- le financement public est marginal pour la très grande majorité des associations
- le financement public est en grande partie concentré sur un nombre relativement limité d'associations pour lesquelles il apparaît essentiel
- le partenariat public du secteur associatif s'avère très spécialisé.

1995-3 Tchernonog

**COMPLEMENTARITES ET CONFLITS - INTERET GENERAL, SOLIDARITE, MARCHE : QUELQUES
INTERROGATIONS SUR DES MOTS-CLE**

Jean-Charles WILLARD

"Au cours d'un colloque consacré aux relations entre l'Economie sociale et l'Etat, il semble utile de passer en revue les caractéristiques et les critères qui, appliqués à l'individu, à l'Etat et aux organismes de l'Economie sociale, doivent permettre de préciser le rôle spécifique que remplissent ces organismes vis-à-vis de l'individu d'une part, de la collectivité d'autre part ».

1995-4 Willard

ETAT DES STATISTIQUES SUR L'ECONOMIE SOCIALE

Daniel RAULT - DGISES.

L'effort d'amélioration des statistiques sur l'Economie sociale a porté principalement, au cours de cette année, sur les associations. Evocation des études en cours.

1995-5 Rault

12^{ème} colloque ADDES 12 Juin 1996

**DIX ANS D'EVOLUTION DES ENTREPRISES
D'ECONOMIE SOCIALE - 1986-1996**

L'EVOLUTION DU CREDIT COOPERATIF DE 1986 A 1996

Jean-Claude DETILLEUX, Crédit Coopératif

Josette COURTOIS, CRIDA

Analyse de l'évolution du Crédit Coopératif et de la transformation de ses activités sur dix ans.

1996-1 Detilleux Courtois

L'EVOLUTION DU MOUVEMENT COOPERATIF ET MUTUALISTE EN AGRICULTURE EN FRANCE

René MAUGET, IGIA

Analyse des stratégies de développement dans le monde coopératif et mutualiste agricole. Présentation de la CNMCCA, des coopératives agricoles et du groupe de la mutualité agricole.

1996-2 Mauget

L'ADAPTATION DES MUTUELLES OUVERTES AU FAIT CONCURRENTIEL

Hervé MAUROY, Faculté de Valenciennes

Depuis le milieu des années quatre-vingt, les mutuelles tendent à modifier leurs pratiques sur le terrain de la garantie maladie individuelle, mettant en oeuvre une sorte de voie moyenne entre leurs pratiques originales, totalement solidaristes, et celles ressortant des sociétés d'assurance.

1996-3 Mauroy

LE SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL ASSOCIATIF

Serge KOULYTCHIZKY, Faculté du Mans

Yvan LERAY, Faculté du Mans

Laurent PUJOL, Faculté du Mans

Trois interventions sur le secteur sanitaire et social associatif :

* « associatif », « sanitaire », « social » : leurs relations, leur évolution;

* le social : éclairage par la notion de réseau;

* commentaires sur l'enquête Familles Rurales en région sarthoise, le bénévolat associatif.

1996-4 Koulytchizky Leray Pujol

L'ETAT D'AVANCEMENT DES STATISTIQUES SUR L'ECONOMIE SOCIALE

Daniel RAULT, Délégation Interministérielle à l'Innovation Sociale et à l'Economie sociale (DISES)

Présentation des travaux statistiques en cours en 1996.

1996-5 Rault

13^{ème} colloque ADDES 18 Novembre 1997

**NOUVELLES DIMENSIONS
DE L'ECONOMIE SOCIALE**

LES ASSOCIATIONS DANS LA DYNAMIQUE SOCIALE

Marie-Thérèse CHEROUTRE, FONDA

Comment les associations participent-elles à la dynamique sociale, quel est leur rapport à la société? Quel rôle peuvent jouer les partenaires des associations (notamment l'Etat) pour faire reconnaître la "plus-value" associative...

1997-1 Cheroutre

LE RENOUVEAU DU DISPOSITIF STATISTIQUESUR L'EMPLOI : PREMIERS ENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ECONOMIE SOCIALE

Philippe KAMINSKI, INSEE

Exploitation des déclarations annuelles de données sociales (DADS) pour une approche de l'emploi dans les entreprises d'économie sociale.

1997-2 Kaminski

L'ECONOMIE SOCIALE AU SUD :
LA COOPERATION D'EPARGNE ET DE CREDIT EN AFRIQUE SUB SAHARIENNE.
L'EXPERIENCE DE KAFO JIGINEW AU MALI SUD

André CHOMEL, FONDATION CREDIT COOPERATIF

Historique de la mise en place de la coopérative de crédit de Kafo jiginew (avec l'appui du Crédit coopératif) au Mali sud partir de 1984.

1997-3 Chomel

L'ETAT D'AVANCEMENT DES STATISTIQUES SUR L'ECONOMIE SOCIALE

Daniel RAULT, DIES

Présentation du dispositif d'observation statistique des associations mis en place par l'INSEE.

1997-4 Rault

14^{ème} colloque ADDES 28 Janvier 1999

TRAJECTOIRES ASSOCIATIVES ET EMPLOI
DANS L'ECONOMIE SOCIALE

POUR UNE GEOGRAPHIE DE L'EMPLOI ASSOCIATIF

Philippe KAMINSKI, INSEE

Exploitation de la dimension géographique des DADS pour une analyse plus fine de l'emploi associatif : 27 cartes nationales donnent un aperçu de la richesse de la matière exploitable : nombre d'emplois par secteurs d'activités (enseignement, tourisme social, activités de santé, aide à domicile...), part de l'emploi associatif dans l'emploi DADS.

1999-1 Kaminski

L'ECONOMIE SOCIALE ET LES TRANSFORMATIONS DE L'EMPLOI

Danièle DEMOUSTIER, IEP Grenoble

L'économie sociale participe à l'émergence et à la définition de nouveaux services, supports des emplois de demain. En Europe, on assiste à un double mouvement

- de diffusion de structures intermédiaires à l'image de ce qui s'est constitué en France dans les années quatre-vingts.
- de création de postes de travail pérennes à l'intention des personnes peu qualifiées, encouragées à suivre des parcours de professionnalisation, dans des associations, des coopératives, des unions mutualistes.

A travers ces initiatives, les entreprises d'économie sociale mettent en avant les principes de solidarité et de démocratie pour répondre à 3 des 4 axes définis par les pactes nationaux pour l'emploi : employabilité, adaptabilité et esprit d'entreprise.

1999-2 Demoustier

PREMIERS ELEMENTS SUR LES CREATEURS ET SUR LES DISPARITIONS D'ASSOCIATIONS

Viviane TCHERNONOG, CNRS

Cette étude a pour but , en adoptant une perspective dynamique, de dégager les caractéristiques des créateurs et des créations et de repérer, dans le parcours des associations depuis leur création, leur rythme d'évolution et les principales phases par lesquelles elles passent.

1999-3 Tchernonog

L'ETAT D'AVANCEMENT DES STATISTIQUES SUR L'ECONOMIE SOCIALE

Daniel RAULT, DIES

Les avancées portent sur le champ associatif, suite au rapport de Jean Maris Nivlet.

1999-4 Rault

15^{ème} colloque ADDES 7 mars 2000

L'ECONOMIE SOCIALE SOUS LE FEU DE LA GLOBALISATION

**DE LA COOPERATIVE AU GROUPE COOPERATIF AGRO-ALIMENTAIRE
EVOLUTION OU DENATURATION ?**

Michel FORESTIER

René MAUGET (Essec Imia)

Quelle est l'ampleur du mouvement de filialisation au sein des coopératives agricoles ? Quels sont les critères d'efficacité retenus dans ces groupes coopératifs ? Quelles sont les conséquences par rapport aux finalités, aux valeurs et aux principes coopératifs ?

2000-1 Forestier Mauget

**LES MUTUELLES DE SANTE FACE A LA LEGISLATION EUROPEENNE
EXEMPLE DES MUTUELLES DE VENDEE**

Henri FAIVRE, MUTUELLE DE VENDEE

Analyse de l'impact de la construction européenne sur la mutualité française (instauration de la CMU, transposition des directives européennes, évolution du statut fiscal des mutuelles, avènement d'un droit européen des sociétés...)

2000-2 Faivre

PANORAMA DE L'ECONOMIE SOCIALE AU JAPON : ESSAI SYNTHETIQUE

Hiroatsu NOHARA, Laboratoire d'économie sociale, Aix en Provence

Après un survol rapide de l'économie associative japonaise dans une optique de comparaison internationale, l'auteur aborde les secteurs coopératif et mutualiste en relation avec l'environnement institutionnel du Japon et les contradictions de la société japonaise dans son ensemble.

2000-3 Nohara

L'ECONOMIE SOCIALE EN COREE DU SUD : UNE VUE D'ENSEMBLE

Eric BIDET

Panorama de l'économie sociale en Corée du Sud, et tout particulièrement du secteur coopératif et du secteur sans but lucratif.

2000-4 Bidet

16^{ème} colloque ADDES 7 Juin 2001

**L'ASSOCIATION, 100 ANS D'EXISTENCE...
UN PROGRES DE LA CONNAISSANCE**

CENT ANS DE PRATIQUE ASSOCIATIVE : UN POINT DE VUE JURIDIQUE

Colas AMBLARD, Avocat

L'auteur s'interroge sur l'opportunité de réformer la loi de 1901 et aborde plus particulièrement deux problèmes : celui de la fiscalité des associations et celui de la prise en compte du « mieux disant social ».

2001-1 Amblard

RESSOURCES, FINANCEMENTS PUBLICS ET LOGIQUES D'ACTION DES ASSOCIATIONS

Viviane TCHERNONOG, CNRS, Laboratoire d'économie sociale Université Paris I

Compte-rendu d'une enquête menée auprès de 2379 mairies suivant cinq axes :

- *l'origine, l'emploi et la gestion des ressources,*
- *l'organisation associative en réseaux,*
- *les caractéristiques des emplois associatifs, le lien avec l'utilité sociale,*
- *la place du bénévolat dans le mouvement de professionnalisation,*
- *la perception, par les acteurs associatifs, de la solidarité, de leurs modes d'engagement et de l'importance qu'ils donnent à la notion de défenses des droits.*

2001-2 Tchernonog

Y A-T-IL UN MODELE EUROPEEN DU SECTEUR SANS BUT LUCRATIF ?

Edith ARCHAMBAULT, Professeur, Laboratoire d'économie sociale Université Paris I

Après avoir analysé l'emploi salarié et l'origine des ressources du secteur sans but lucratif en Europe et aux Etats-Unis, l'auteur définit quatre types de modèles européens :

- *le modèle rhénan (ou corporatiste),*
- *le modèle anglo-saxon (ou libéral)*
- *le modèle scandinave (ou socio-démocrate)*
- *le modèle méditerranéen (ou émergent).*

2001-3 Archambault

17^{ème} colloque ADDES 22 Octobre 2002

**LES GROUPES D'ECONOMIE SOCIALE
CONCURRENCE ET CONCENTRATION**

**DE LA DIFFICULTE DE CONCILIER CONTROLE ET DEMOCRATIE
LE CAS DES GROUPES COOPERATIFS**

François SOULAGE, IDES

L'auteur distingue les structures stratégiques des structures opérationnelles; la question du pouvoir ne se pose que dans les premières. On constate que la plupart des groupes d'économie sociale ont adopté la formule des filiales contrôlées au lieu de concevoir des entités autonomes propres en leur sein

2002-1 Soulage

LE DEVELOPPEMENT DES GROUPES COOPERATIFS AGRICOLES DEPUIS UN DEMI SIECLE

René MAUGET, Essec Imia

Serge KOULYTCHIZKY

Après l'analyse du développement quantitatif et qualitatif des coopératives agricoles au cours du 20ème siècle qui conduit à la mise en place de groupes complexes, les auteurs présentent la nature de ces mutations puis proposent les bases d'un nouveau modèle d'analyse pour les groupes complexes

2002-2 Mauget Koulytchizky

L'EFFORT COMMERCIAL DES MUTUELLES DE SANTE

Philippe KAMINSKI, INSEE

De nombreuses mutuelles ont déjà, étape après étape, adopté des pratiques commerciales authentiquement concurrentielles. Deux voies cependant pourront permettre de défendre l'éthique mutualiste : la vitalité du sociétariat et les relations de proximité dans un cadre local

2002-3 Kaminski

POURQUOI LA FRANCE A-T-ELLE SI PEU DE FONDATIONS ?

Edith ARCHAMBAULT, Université Paris Sorbonne

Il y a actuellement moins de 500 fondations reconnues d'utilité publique, une cinquantaine de fondations d'entreprise et environ 500 fondations abritées par la Fondation de France, plus quelques unes sous l'égide de l'Institut de France. Fondements historiques, vide juridique et habitudes culturelles expliquent ces faibles chiffres

2002-4 Archambault

18^{ème} colloque ADDES 15 décembre 2003

LE COMPTE SATELLITE DE L'ECONOMIE SOCIALE UNE REALITE PROCHE

LE COMPTE SATELLITE DES ASSOCIATIONS EN BELGIOUE

Sybille MERTENS, Centre d'Economie Sociale, Université de Liège

Après avoir décrit les grandes lignes de la mise en oeuvre du projet de compte satellite des associations en Belgique, l'auteur en donne les premiers résultats statistiques et méthodologiques

2003-1 Mertens

VERS UN COMPTE SATELLITE DES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF EN FRANCE

Edith ARCHAMBAULT, Université Paris Sorbonne

Philippe KAMINSKI, INSEE

Présentation de la méthodologie mise en oeuvre pour la réalisation d'un compte satellite des organismes sans but lucratif en France.

2003-2 Archambault Kaminski

QUELS ACTEURS DANS LES ASSOCIATIONS :

PREMIERES DONNEES SUR LES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SUR LES BENEFICIAIRES

Viviane TCHERNONOG, MATISSE-CNRS

Analyse du profil, de la place et du rôle que jouent les acteurs associatifs - en particulier les dirigeants - dans le processus de décision des associations, en fonction de leurs formes d'organisation et d'action.

2003-3 Tchernonog

19^{ème} colloque ADDES 18 Janvier 2005

***POUR UNE ECONOMIE SOCIALE CONQUERANTE
ET OUVERTE A SES PARTENAIRES***

ASSOCIATIONS ET ENTREPRISES COMMERCIALES : DES RAPPORTS COMPLEXES ET AMBIGUS

Colas AMBLARD, Avocat

Analyse des rapports qu'entretiennent associations et entreprises : des sociétés commerciales sont à l'origine de la création d'associations qui peuvent constituer de véritables « outils » pour l'entreprise ; à contrario, les associations sont de plus en plus nombreuses à constituer des filiales commerciales, pour des questions fiscales le plus souvent.

2005-1 Amblard

ENQUETE NATIONALE AUPRES DES FONDATIONS

Odile de LAURENS, Fondation de France

Présentation de la méthodologie appliquée à l'enquête sur les fondations en France, initiée par la Fondation de France.

2005-2 De-Laurens

DU COMPTE SATELLITE DES ISBL AU COMPTE SATELLITE DE L'ECONOMIE SOCIALE

Philippe KAMINSKI, INSEE

Présentation méthodologique du futur compte satellite des Institutions Sans But Lucratif.

2005-3 Kaminski

**LES COOPERATIVES AGROALIMENTAIRES FACE AUX ENJEUX DE LA MONDIALISATION
L'INTERNATIONALISATION DES COOPERATIVES EST-ELLE UNE SOLUTION ?**

René MAUGET, ESSEC IMIA

Les coopératives agroalimentaires s'interrogent sur les stratégies à conduire : doivent-elles s'internationaliser (une cinquantaine de coopératives sur 3500 ont effectué des manœuvres à l'international à fin 2004) ou bien rester sur leur bassin de production ?

2005-4 Mauget

20^{ème} colloque ADDES 7 mars 2006

ADDES : 20 ANS DE RECHERCHE

LES BANQUES COOPERATIVES :

DES SPECIFICITES DES RESEAUX BANCAIRES AUX ENJEUX DES RESTRUCTURATIONS

Emmanuelle GURTNER, Université Nancy 2; Mireille. JAEGER, Université Nancy 2; Jean Noël. ORY, Université Metz

La forme coopérative est-elle adaptée dans un monde bancaire qui se complexifie ? Analyse dans le contexte français.

2006-1 Gurtner Jaeger Ory

LES BANQUES COOPERATIVES :

QUELLE CONTRIBUTION A LA COHESION ECONOMIQUE ET SOCIALE DES TERRITOIRES ?

Nadine RICHEZ BATESTI, Université Aix-Marseille 2 ; Patrick GIANFALDONI, Université Lyon 1

Observe-t-on encore des spécificités des banques coopératives en termes d'activités et de services offerts? Participent-elles vraiment à la cohésion économique et sociale des territoires où elles inscrivent leur activité ?

2006-2 Richez-Battesti

NON PROFIT HANDBOOK PROJECT

LE MANUEL DES NATIONS UNIES SUR LES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF

I.M. SALAMON, Johns Hopkins Center for Civil Societies Studies

Panorama du secteur sans but lucratif dans le Monde.

2006-3 Salamon

LES ASSOCIATIONS EN FRANCE ET LEUR CONTRIBUTION AU PIB

Philippe KAMINSKI, INSEE

Le poids économique des ISBL en France en 2002: 1 435 000 emplois stables, plus 1 million de "petits boulots", 26 milliards de masse salariale brute, une valeur ajoutée supérieure à 45 milliards, soit 2,9% du Produit Intérieur Brut et un budget de l'ordre de 60 milliards.

2006-4 Kaminski

LA MESURE ET LA VALORISATION DU BENEVOLAT

Lionel PROUTEAU, Université de Nantes

Comment établir une valorisation monétaire du bénévolat, mesure indispensable dans la construction d'un compte satellite de l'économie sociale.

2006-5 Prouteau

LES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF EN FRANCE :
EVOLUTIONS 1995-2005

Edith ARCHAMBAULT, Université Paris 1

L'évolution du secteur se caractérise par une prise de conscience de l'importance du tiers secteur, un partenariat renforcé avec l'Etat à tous les échelons, une professionnalisation rapide des activités traditionnelles.

Parmi les problèmes: les redéploiements des financements publics; la compétition renforcée et l'évaluation.

2006-6 Archambault

PROJETS ET PROGRAMMES DE LA STATISTIQUE PUBLIQUE FRANCAISE
SUR L'ECONOMIE SOCIALE

Bernard CAMUS, INSEE

Un état des lieux de la statistique publique en matière d'économie sociale.

2006-7 Camus

LES COOPERATIVES ET MUTUELLES DANS LES COMPTES NATIONAUX

Jose Luis MONZON, CIRIEC Espagne

2006-8 Monzon

21^{ème} colloque ADDES 26 novembre 2007

DYNAMIQUES ENTREPRENEURIALES ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT
DANS L'ECONOMIE SOCIALE

QUEL AVENIR POUR LES COOPERATIVES D'ENTREPRENEURS ?

PARTIE 1 : LES PROBLEMATIQUES COMMUNES

Michel AUVOLAT, GATE CNRS ; Chantal CHOMEL, COOP de France ; René MAUGET, ESSEC IMIA

Présentation des problématiques communes aux 5 mouvements de coopératives d'entrepreneurs (agriculteurs, artisans, commerçants, pêcheurs et transporteurs): concentration des entreprises, renouvellement du sociétariat, financement, enjeux du développement durable...

2007-1 Cooperatives entreprises - problematiques

QUEL AVENIR POUR LES COOPERATIVES D'ENTREPRENEURS ?

PARTIE 2 : LES MOUVEMENTS

Michel AUVOLAT, GATE CNRS ; Chantal CHOMEL, COOP de France ; René MAUGET, ESSEC IMIA

Etat des lieux des 5 mouvements de coopératives d'entreprises: agricoles, maritimes, de transporteurs, d'artisans, de commerçants.

2007-2 Cooperatives entreprises - mouvements

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS HONGROISES

ENTRE SOCIETE CIVILE, SECTEUR SANS BUT LUCRATIF ET ECONOMIE SOCIALE

Eva KUTI, Budapest College of Management

Panorama de la vie associative en Hongrie et de son mode de financement.

2007-3 Kuti

POIDS, PROFILS SOCIO-ECONOMIQUES ET EVOLUTIONS DES ASSOCIATIONS

Viviane TCHERNONOG, CNRS CES

Panorama chiffré des associations employeurs: 59 milliards d'euros de budget, plus d'1 million d'emplois (équivalents temps plein), 14 millions de bénévoles...

22^{me} colloque ADDES 10 mars 2009

**GOUVERNANCE ET PERFORMANCE :
QUELLES EXIGENCES DE L'ECONOMIE SOCIALE ?**

**ADMINISTRATEURS DE MUTUELLES :
ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITES A VENIR**

Olivier BONED, Crédit Mutuel

Analyse des grands changements qui attendent les mutuelles en termes de gouvernance et de contrôle interne mis en place dans ces organisations. Ce travail se veut projectif au regard de l'ensemble des nouvelles pratiques.

2009-1 Boned

**LA VALEUR AJOUTEE DU MODELE MUTUALISTE
ORIGINES ET MISE EN PERSPECTIVE A TRAVERS LES EXEMPLES DE LA MACIF ET DE LA MAIF**

Adien COURET, MACIF ; Arnaud LACAN, MAIF

Le modèle mutualiste produit une plus-value intrinsèque favorable au sociétaire/client, qui constitue un avantage concurrentiel notable par rapport aux assureurs traditionnels : cet article s'attache à qualifier cette plus-value et à la prouver au travers de données issues de la Maif et de la Macif.

2009-2 Couret Lacan

**LE NOUVEAU CADRE INSTITUTIONNEL DE LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE
D'ENTREPRISE : QUELS ENJEUX POUR LES MUTUELLES ?**

Monique KERLEAU, Université Paris 1

Il existe un faisceau convergent de mécanismes, endogènes ou exogènes au secteur mutualiste, qui contraignent fortement le développement des mutuelles sur le segment « collectif », alors même que ce dernier est appelé à être, aux yeux des autorités publiques, un levier stratégique pour boucler la généralisation de la couverture complémentaire santé.

2009-3 Kerleau

**INTERET GENERAL, UTILITE PUBLIQUE OU UTILITE SOCIALE :
QUEL MODE DE RECONNAISSANCE POUR LE SECTEUR ASSOCIATIF ?**

Colas AMBLARD, NPS Consulting

Mise en perspective des divers modes de reconnaissance institutionnelle de la vie associative afin d'identifier les interactions entre reconnaissance d'utilité publique, intérêt général et utilité sociale.

2009-4 Amblard

**MESURER LE BENEVOLAT POUR EN AMELIORER LA CONNAISSANCE, LE VALORISER ET
SATISFAIRE A UNE RECOMMANDATION INTERNATIONALE**

Edith ARCHAMBAULT, Université Paris 1 ; Lionel PROUTEAU, Université de Nantes

Où en est la mesure du bénévolat en France et quels sont les enjeux de cette mesure statistique ?

2009-5 Archambault Prouteau

PANORAMA DES FONDATIONS EN FRANCE ET PERSPECTIVE EUROPEENNE

Odile de LAURENS, Fondation de France

La philanthropie en France connaît un fort développement, renforcé encore par la loi de modernisation de l'Economie de 2008 qui introduit dans le champ du mécénat les fonds de dotation.

2009-6 De Laurens

UNE APPROCHE DES STRUCTURES NON-LUCRATIVES COMME STRUCTURE DE GOUVERNANCE

Bernard ENJOLRAS, Institute for Social research

Approche théorique des organisations non-lucratives en termes de structure : celle ci présente des traits spécifiques relatifs aux finalités formelles de l'organisation, à sa forme de propriété, à ses procédures de prise de décision, à sa division des pouvoirs, à ses procédures de contrôle, traits qui facilitent l'action collective orientée vers l'intérêt général, l'intérêt mutuel ou l'action tribunitienne.

2009-7 Enjolras

23^{ème} colloque ADDES 9 novembre 2010

LES FRONTIERES DE L'ECONOMIE SOCIALE SE SONT-ELLES DEPLACEES ?

DE LA DYNAMIQUE DES BANQUES COOPERATIVES DANS LES EXPERIMENTATIONS

DU MICROCREDIT SOCIAL :

VERS UN NOUVEAU PRODUIT BANCAIRE SOLIDAIRE ?

Valérie BILLAUDEAU, ISTIA – Université d'Angers

Pascal GLEMAIN, Université Rennes II

Maryline MEYER, Université Paris I

Si le microcrédit ne semble plus constituer un phénomène marginal, on peut s'interroger sur l'hypothèse d'une commercialisation qui le ferait devenir un crédit à la consommation ordinaire. Alors le microcrédit social : activité bancaire solidaire ou de « social business » ?

2010-1 Billaudeau Glemain Meyer

LA QUETE DU DROIT : L'INSTAURATION D'UNE REPRESENTATION DU PERSONNEL DANS UNE COOPERATIVE D'ACTIVITES ET D'EMPLOI

Nathalie DELVOLVE, COOPANAME

Stéphane VEYER, COOPANAME

Quel peut être le sens d'une représentation du personnel dans une CAE, entreprise où les salariés sont économiquement autonomes, c'est-à-dire entrepreneurs de leur propre activité ?

2010-2 Delvolve Veyer

APPROCHES EUROPEENNES ET AMERICAINES DE L'ENTREPRISE SOCIALE :
UNE PERSPECTIVE COMPARATIVE

Jacques DEFOURNY, Université de Liège

Marthe NYSSSENS, Université catholique de Louvain

Les notions d'entreprise sociale et d'entrepreneuriat social effectuent une étonnante percée sur tous les continents. C'est en Europe et aux Etats-Unis que se sont développés, de manière parallèle, les travaux les plus avancés. Présentation de l'approche EMES et des diverses écoles de pensée qui animent le débat aujourd'hui.

2010-3 Defourny Nyssens

LES GROUPES COOPERATIFS A L'EPREUVE DE LA MESURE

Olivier FREY, Enita Bordeaux
René MAUGET, ADDES / ESSEC

Quel(s) périmètre(s) doit-on prendre en compte pour rendre compte de l'activité et du poids économique des coopératives ?

2010-4 Frey Mauget

**LA NOUVELLE FRONTIERE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE :
L'INTERET GENERAL ?**

David HIEZ, Université du Luxembourg
Rémi LAURENT, Ecouter le bruit

Existe-t-il un lien entre économie sociale et intérêt général ? Appréciation critique du sujet.

2010-5 Hiez Laurent

QUELLE QUALITE DE L'EMPLOI AU SEIN DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ?

Nadine RICHEZ-BATTESTI, Université de la Méditerranée

Qu'en est-il de la qualité de l'emploi dans les organisations de l'économie sociale et solidaire relativement aux organisations privées lucratives ou publiques ?

2010-6 Richez-Battesti

LES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF EN FRANCE ET AUX ETATS-UNIS

Edith ARCHAMBAULT, Université Paris I

Comparaison des secteurs sans but lucratif américain et français : état des lieux en 1995, évolution jusqu'en 2007 et analyse de l'impact de la crise financière, économique et sociale sur le secteur.

2010-7 Archambault

24^{ème} colloque ADDES 24 janvier 2012

**LA COURSE A LA TAILLE DANS L'ECONOMIE SOCIALE
EST-ELLE INELUCTABLE ?**

**CE QUE NOUS ENSEIGNENT LES STATISTIQUES NATIONALES FRANCAISES
SUR LES EVOLUTIONS DE LA COOPERATION AGRICOLE**

Maryline FILIPPI, USC 1332 GAIA, INRA SAD – Bordeaux Sciences Agro
Olivier FREY USC 1332 GAIA, INRA SAD – Bordeaux Sciences Agro
Stéphanie PERES, USC 1332 GAIA, INRA SAD – Bordeaux Sciences Agro

La course à la taille conduit les coopératives agricoles à des évolutions organisationnelles, différentes entre le secteur des IAA et celui du commerce de gros. Les liens de contrôle partagé et minoritaires entre les entreprises révèlent le développement de nouvelles formes d'alliances et de partenariats tant à l'aval des filières qu'à l'amont.

2012-1 Filippi Frey Peres

**STRATEGIES DE CONCENTRATION ET D'ALLIANCE DANS LES COOPERATIVES AGRICOLES
FRANCAISES DU TOP 20 AVEC COMPARAISON EUROPEENNE**

Bernard DUCHAMP, Eurogroup
René MAUGET, ESSEC-IMIA / ADDES

Dans un monde qui se globalise et se dérègle, les coopératives sont une force pour maintenir le potentiel agroalimentaire français mais doivent accélérer leur mouvement de concentration et d'alliances, notamment dans certaines filières, pour réussir le tournant de l'international en fonction du marché pertinent.

2012-2 Duchamp Mauget

**GRANDIR, OUI ! MAIS COMMENT ?
ANALYSE DE LA CONCENTRATION PAR FUSIONS
DES COOPERATIVES VINICOLES DU LANGUEDOC-ROUSSILLON**

Louis-Antoine SAISSET, FRCA Languedoc-Roussillon, INRA Montpellier Supagro
Foued CHERIET, INRA Montpellier Supagro

Analyse de 14 opérations de rapprochement par fusion de coopératives vinicoles du Languedoc-Roussillon entre 2004 et 2010 : opérations dans l'urgence pour certaines, véritables stratégies d'entreprises pour d'autres.

2012-3 Saisset Cheriet

**EVOLUTION DE LA TAILLE DANS LE SECTEUR DE L'ACCUEIL COLLECTIF DU JEUNE ENFANT.
EXPRESSION D'UNE EVOLUTION DES NORMES ORGANISATIONNELLES ?**

Yannig ROBIN, Université de Bretagne occidentale
Jorge MUNOZ, Université de Bretagne occidentale

L'évolution en faveur d'organisations de grande taille dans le secteur de l'accueil collectif du jeune enfant, dont celle des associations, résulte pour l'essentiel d'un processus interne dont les effets s'expriment principalement au niveau gestionnaire alors même que la taille moyenne du lieu d'accueil évolue peu.

2012-4 Munoz Robin

**LA COOPERATION : UNE ETAPE OU UN SUBSTITUT AU CHANGEMENT DE TAILLE ?
ANALYSE DE QUELQUES PRATIQUES
DE COOPERATION D'ETABLISSEMENTS DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE**

Laurence DUFLOU, CRESS Nord-Pas de Calais
Véronique MANGEOT, CRESS Nord-Pas de Calais

La CRESS NPC approche et analyse 6 cas de coopération impulsée par des établissements de l'ESS impliquant pour certains d'entre eux des structures hors ESS, du privé et du public. Assises au niveau local, régional ou transfrontalier, ces coopérations se traduisent parfois par la création d'entités spécifiques.

2012-5 Duflou Mangeot

LA COURSE A LA TAILLE DANS LE SECTEUR ASSOCIATIF DES MUSIQUES ACTUELLES :

DE LA CRISE DE SENS A LA PROPOSITION ALTERNATIVE DE PLATEFORME COLLABORATIVE

Philippe EYNAUD, Université Paris I Panthéon Sorbonne
Gérôme GUIBERT, Université Paris III Sorbonne Nouvelle

Au sein d'une filière dominée par l'économie privée lucrative, une dynamique associative se concentre en aval, du côté des salles de spectacle aux jauges moyennes. Ces lieux à l'économie hybride sont en plein questionnement quant à leur taille, en rapport à leurs modes de financement et à leurs missions. Une alternative à la course à la taille serait l'émergence de formes collectives d'organisation en réseau et le projet GIMIC de plateforme collaborative.

2012-6 Enaud Guibert

COOPERATION ET REGROUPEMENTS DES ASSOCIATIONS/ ASPECTS JURIDIQUES ET FISCAUX

Colas Amblard, Avocat au barreau de Lyon

Une création sur cinq serait le résultat d'une restructuration : analyse des raisons qui poussent les associations à se rapprocher et des modalités de groupement

2012-7 Amblard Colas

25^{ème} colloque ADDES 22 octobre 2013

L'ECONOMIE SOCIALE DANS LE MOUVEMENT DES IDEES

**L'ECONOMIE SOCIALE DE WALRAS :
RECONSTRUCTION D'UN SYNTAGME TROMPEUR**

Roberto BARANZINI, Centre Walras Pareto, Université de Lausanne
Sophie SWATON, Centre Walras Pareto, Université de Lausanne

Quel était le sens du syntagme « économie sociale » pour Léon Walras ? Les auteurs reviennent sur les origines et le contexte de ce syntagme, resituent la théorie de Walras sur l'économie sociale sans omettre de considérer la correspondance avec Gide sur son utilisation.

2013-1 Baranzini Swaton

L'ECONOMIE SOCIALE COMME MODE DE PENSEE

Jean-François DRAPERI, centre d'économie sociale du CNAM, RECMA

Quels sont les apports de l'économie sociale dans le mouvement général des idées ? Présupposés idéologiques de l'économie sociale, apports conceptuels et propositions pour une théorie de l'économie sociale.

2013-2 Draperi

**AUX ORIGINES DU GROUPE BANQUE POPULAIRE – CAISSE D'EPARGNE
PHILANTHROPIE LIBERALE ET SOLIDARISME REPUBLICAIN**

Patrick GILORMINI, ESDES, Université catholique de Lyon

Depuis sa création en 2009, le nouveau groupe Banque Populaire – Caisse d'épargne inscrit son identité dans des processus de légitimation qui mobilisent fortement le concept de solidarité envers ses parties prenantes.

2013-3 Gilormini

L'INVENTION DES MODELES ECONOMIQUES COMMUNAUTAIRES.
UNE IMMERSION AU CŒUR DES COMMUNAUTES EMMAÛS
EN FRANCE, EN ESPAGNE ET AU ROYAUME-UNI

Joël AMBROISINE, ICEE-EDEAGE, Université Paris 3

Le modèle économique d'Emmaüs en Europe est traversé par des phénomènes d'hybridation qui favorisent le développement des structures de l'ESS, leur insertion dans les économies de marché et leur production associative. Analyse comparative des modes d'organisation des structures Emmaüs en Europe.

2013-4 Ambroisine

A LA RECHERCHE DES POSSIBLES :
INTERACTIONS ENTRE BIENS COMMUNS ET ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Pierre THOMÉ

L'économie sociale et solidaire, par ses valeurs de référence, semble la plus à même pour proposer des outils conceptuels et de gestion adaptés au mouvement vers les biens communs à propos des ressources naturelles et de la connaissance.

2013-5 Thomé

LES ECONOMIES FEMINISTES
QUEL ENRICHISSEMENT POUR L'ECONOMIE SOCIALE ?

Zoé MAUS, CRESSPA-GTM, Université Paris 8

Analyse de quelques facettes de l'économie féministe en lien avec l'économie sociale et solidaire : les caractéristiques des savoirs et pratiques féministes, les critiques adressées par l'économie féministe aux théories économiques dominantes, les points communs de cette économie avec l'économie sociale et solidaire.

2013-6 Maus

LA RECIPROCITE, UN ATOUT CONCURRENTIEL DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
INSUFFISAMMENT EXPLOITE - ECLAIRAGE EUROPEEN

Nicole ALIX, Confrontations Europe

L'économie sociale est en phase avec le modèle de développement de l'avenir : revalorisation de la proximité dans la globalisation, qualité des relations, RSE, éthique. L'Europe devrait donc se servir (et ce n'est guère le cas) de l'ESS comme force de proposition. Ce sont les modes de gouvernance qui joueront un rôle essentiel, permettant aux dirigeants de faire vivre des projets communs.

2013-7 Alix

L'ECONOMIE SOCIALE EN ROUMANIE
DIMENSIONS ECONOMIQUES, SOCIALES ET SPATIALES D'UN OBJET D'ETUDE EMERGENT

Emmanuel BIOTEAU, Université d'Angers, ESO

Alexandru DRAGAN, Université de l'Ouest de Timisoara

Pascal GLÉMAIN, Université de Rennes 2

Avec la collaboration de Karine FENIÈS-DUPONT, CRESS Pays de Loire

Le concept d'économie sociale a depuis peu fait son apparition en Roumanie, y compris dans des textes législatifs.

2013-8 Bioteau, Dragan, Glémain, Féniès-Dupont

LA CONSTRUCTION SOCIALE DE L'ECONOMIE SOCIALE EN COREE DU SUD

Hyungsik EUM, Université de Liège

Eric BIDEZ, Université du Mans

C'est à partir de 1997 que sont apparus dans le discours public des concepts se référant à l'économie sociale pour désigner certaines pratiques, même si l'histoire du mouvement coopératif et associatif coréen peut remonter aux années 1910-1945.

2013-9 Eum, Bidet

26^{ème} colloque ADDES 24 mars 2015

Les chiffres sur l'économie sociale : où en est-on ?

DERRIERE LES CHIFFRES :

QUELS ENJEUX POUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ,

Henry NOGUES, ADDES

Pourquoi n'y a-t-il pas eu de données sur l'économie sociale pendant si longtemps ? Pourquoi a-t-il fallu la création de l'ADDES ? Où en est-on aujourd'hui ?

2015-1 Noguès

PRODUCTION DE DONNEES PAR LA STATISTIQUE PUBLIQUE :

POIDS ET SPECIFICITES ECONOMIQUES DES ACTEURS DE L'ECONOMIE SOCIALE

Julien DEROYON, INSEE

Un double objectif : estimer le poids de l'économie sociale au niveau macroéconomique (en terme d'emploi, de valeur ajoutée et de PIB) et apprécier la capacité à décrire la situation économique et financière des unités de l'économie sociale dans leur diversité, le tout selon des concepts et des méthodes partagées pour établir des comparaisons entre ces unités et le reste de l'économie.

2015-2 Deroyon

PRODUCTION DE DONNEES PAR LA STATISTIQUE PUBLIQUE :

**UN 1^{er} RETOUR D'EXPERIENCES SUR LA COLLECTE DE L'ENQUETE NATIONALE DE L'INSEE
AUPRES DES ASSOCIATIONS**

Aurélien D'ISANTO, INSEE

Présentation du contexte et des objectifs de cette enquête, du bilan, certes provisoire mais bien avancé, de la préparation et de la collecte des questionnaires de l'enquête, des traitements post-collecte indispensables pour obtenir des données de qualité in fine et enfin du calendrier de publication des données produites par l'INSEE et des résultats que l'on peut en attendre.

2015-3 D'Isanto

ENJEUX DE L'OBSERVATION TERRITORIALE DE L'ESS

CARTOGRAPHIER L'ESS POUR COMPRENDRE SON INSCRIPTION TERRITORIALE

Jean-François DRAPERI, CESTES / CNAM

Il faudrait arriver à dépasser la réflexion sur le territoire et sur l'échelle, pour aller vers une réflexion sur la territorialité, passer d'un débat sur la bonne échelle à une analyse de la façon dont les acteurs s'inscrivent dans les territoires. Nécessairement, les acteurs, les entreprises en particulier, s'inscrivent toujours dans plusieurs territoires en même temps. Le territoire d'approvisionnement, le territoire de chalandise ne sont pas les mêmes. Il faut prendre en considération cette complexité d'ancrage simultané dans plusieurs territoires.

2015-4 Draperi

ENJEUX DE L'OBSERVATION TERRITORIALE DE L'ESS
LES OBSERVATOIRES REGIONAUX DE L'ESS

*Arnaud MATARIN, Observatoire national de l'ESS, CNCRES
Manon LAMBERT, Cress PACA
Karine FENIES-DUPONT, Cress PAYS DE LOIRE*

Le champ de ces observatoires est bien l'économie sociale et solidaire dans son ensemble, de façon transversale, ce qui les différencie des autres observatoires de type observatoires de branche. L'objectif de ces observatoires est clair, c'est l'observation pour l'action, afin d'améliorer la reconnaissance et la connaissance de l'ESS.

2015-5 Matarin, Lambert, Feniès-Dupont

LA CONNAISSANCE DU TRAVAIL DANS L'ECONOMIE SOCIALE :
PROGRES ET ZONES D'OMBRE

Lionel PROUTEAU, -Université de Nantes

Etude sur les progrès et limites de la connaissance, non pas seulement de l'emploi dans l'ESS, mais du travail, qui est un concept plus large car les normes adoptées par les statisticiens du travail sous l'égide du Bureau international du travail conduisent à distinguer différentes formes de travail.

2015-6 Prouteau

LA CONNAISSANCE DU TRAVAIL DANS L'ECONOMIE SOCIALE :
L'EMPLOI ASSOCIATIF EN QUESTION

Mathieu NARCY

Analyse de la question de la motivation au travail qui anime les salariés du secteur associatif et, plus précisément, du lien qui peut exister entre qualité de vie au travail et préservation de ce type de motivation ainsi que de la façon dont on peut améliorer cette connaissance du lien entre qualité de vie au travail et motivation des salariés du secteur.

2015-7 Narcy

LA CONNAISSANCE DU TRAVAIL DANS L'ECONOMIE SOCIALE :
UN BAROMETRE NATIONAL SUR LA QUALITE DE LA VIE AU TRAVAIL DANS L'ESS

Brigitte LESOT, Mutuelle CHORUM CIDES

Ce baromètre poursuit plusieurs objectifs : améliorer la connaissance de la qualité de vie au travail au sein de l'économie sociale et solidaire, la mesurer dans le temps, et, surtout, dégager des perspectives de travail visant à améliorer cette qualité de vie au travail et voir comment CIDES peut y contribuer. Un deuxième aspect porte sur la volonté de valoriser l'économie sociale et solidaire et d'améliorer la connaissance de ces spécificités

2015-8 Lesot

BONS ET MAUVAIS USAGES DES CHIFFRES SUR L'ESS

Philippe KAMINSKI, ADDES

Trois entrées pour cette analyse :

- la production du chiffre par la statistique publique et la responsabilité du producteur dans les mauvais usages qui sont ensuite faits de ces chiffres
- au niveau des territoires l'un des principaux mauvais usages des chiffres est la validité des différences que l'on croît déceler alors qu'elles ne sont pas significatives
- les mauvais usages en matière d'emploi salarié et de travail bénévole

2015-9 Kaminski

TABLE RONDE
PRODUCTION ET USAGES DES DONNEES CHIFFREES SUR L'ESS

Charlotte DEBRAY, FONDA
Edith ARCHAMBAULT, ADDES / CNIS
Chrystel GIRAUD-DUMAIRE, Coop FR
Arnaud LACAN, MAIF
Laurence DE NERVAUX, FONDATION DE FRANCE
Marie LAMY, LE MOUVEMENT ASSOCIATIF

Quels sont les enjeux de la production de données chiffrées pour chacune des quatre grandes familles de l'ESS ? Quels usages en font les organisations représentatives de ces familles, quelles sont les questions politiques, voire sociétales auxquelles elles cherchent à répondre ?

2015-10 Debray, Archambault, Giraud-Dumaire, Lacan, De Nervaux, Lamy

INTERVENTION DE JP. DUPORT, PRESIDENT DU CNIS DE 2004 A 2014

Jean-Pierre DUPORT, CNIS

De la dimension politique de la connaissance statistique relative à l'ESS et de moyens, pour les parties prenantes de faire entendre leur voix.

2015-11 Duport

27^{ème} colloque ADDES 26 janvier 2017

Les relations entre l'ESS et les pouvoirs publics

PARTITION ET DISTINCTION DES GROUPEMENTS DE PERSONNES
L'HISTOIRE D'UNE CONSTRUCTION POLITIQUE

Anne FRETTEL, Université de Lille 1, associée à l'IREIS

Cet article revient sur la partition juridique des groupements de personnes telle qu'elle s'est dessinée depuis la Révolution française et tout au long du 19^e siècle

2017-1 Fretel

LES LIENS ENTRE L'ETAT ET L'ESS EN FRANCE A TRAVERS
LA QUESTION DES FINANCES (19^e/20^e)

Olivier CHAIBI, Université Paris-Est-Créteil

Théories et pratiques de l'ESS face à l'Etat et au financement du secteur du 19^e siècle à nos jours

2017-2 Chaïbi

**LES MUTUELLES DE FONCTIONNAIRES
ET LEURS RAPPORTS PARTICULIERS A L'ETAT**

Olivier BONED, Cabinet de la présidence MGEN, Université du Mans ; Romain GUERRY, Directeur des affaires publiques MGEN ; Luc PIERRON, Conseiller du Président FNMF

Les « spécificités méritoires » des mutuelles - absence de partage des bénéfiques, gouvernance démocratique, non sélection des risques, investissements dans l'offre sanitaire et sociale du pays jusqu'alors reconnues par les pouvoirs publics depuis 1945 au moyen d'avantages fiscaux et d'aides d'Etat ne le sont plus. Cette normalisation vaut pour toutes les mutuelles mais elle a sans doute eu un impact plus fort encore pour les mutuelles historiquement fondées par les fonctionnaires.

2017-3 Boned-Guerry-Pierron

**LES RELATIONS ENTRE POUVOIRS PUBLICS ET ASSOCIATIONS
DANS QUELQUES PAYS EUROPEENS**

Edith ARCHAMBAULT, ADDES, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Les relations entre pouvoirs publics et institutions sans but lucratif, (soit essentiellement les associations et dans une moindre mesure les fondations) dans quelques pays d'Europe continentale : l'Italie, les Pays-Bas et la Pologne

2017-4 Archambault

**COMPARAISON INTERNATIONALE DES RELATIONS ENTRE FONDATIONS ET POUVOIRS PUBLICS
ET VARIATIONS DE LEUR PRISE EN CHARGE RESPECTIVE DE L'INTERET GENERAL**

Laurence DE NERVAUX, Fondation de France

Panorama de la philanthropie en Europe, contexte juridique et fiscal, déterminants culturels.

2017-5 De-Nervaux

**L'AIDE A DOMICILE : UN EXEMPLE DE L'AMBIGUITE DES POUVOIRS LOCAUX
A L'EGARD DES ASSOCIATIONS**

Annie DUSSUET, Université de Nantes, François-Xavier DEVETTER, Université de Lille; Emmanuelle PUISSANT, Université Pierre Mendès- France Grenoble

Quels sont les liens entre les politiques menées par les Pouvoirs publics et la situation des associations du secteur ?

2017-6 Dussuet-Devetter-Puissant

**LA PLACE DES POUVOIRS PUBLICS DANS LES PTCE EN TANT
QUE COMMUNS SOCIAUX**

Hervé DEFALVARD et Geneviève FONTAINE, Université Paris-Est Marne la Vallée

Des PTCE, structurés autour de l'accès à des biens fondamentaux tels l'emploi, la santé ou la culture, réunissent certaines des conditions des communs sociaux sans toutefois les réunir toutes encore.

2017-7 Defalvard-Fontaine

**PRATIQUES ET FORMES DE CO-CONSTRUCTION DES POLITIQUES EN ITALIE :
LA CITOYENNETE ACTIVE ENTRE L'APPROCHE DES COMMUNS ET LE PRINCIPE DE SUBSIDIARITE
HORIZONTALE DANS LES TERRITOIRES**

Benedetta CELATI, Université de Pise

Analyse du changement du rôle institutionnel des pouvoirs publics en Italie, dans un contexte de co-constructions des politiques publiques avec les citoyens, sous le signe de la reconnaissance croissante de l'importance, pour les dynamiques institutionnelles, de ceux que l'on appelle «les biens communs».

2017-8 Celati

L'ADMINISTRATION PARTAGEE DES BIENS COMMUNS EN ITALIE

Daniela CIAFFI, Labsus, Université de Palerme

Une centaine de villes pilotes ont accueilli le défi de pratiquer l'administration partagée, adoptant une nouvelle attitude collaborative pour faire face à la complexité des problèmes des villes et des territoires, à la pauvreté des ressources, aux effets de la crise.

2017-9 Ciaffi

**LA MUTATION DU RAPPORT A L'ETAT / SOCIETE :
DES OPPORTUNITES POUR L'ESS**

Yannick BLANC, Haut-commissaire à l'Agence du Service Civique, Président de la Fonda et de la Société française de prospective - Jean-Louis BANCEL, Président de Coop FR

Face à l'impuissance désormais avérée de l'action publique, les deux grands témoins débattent sur les conditions de sa refondation sur des principes et des pratiques renouvelées

2017-10 Blanc-Bancel

28^{ème} colloque ADDES 9 octobre 2018

Gouvernance et ESS : diversités, expérimentations et défis

CONFERENCE INTRODUCTIVE

Henry NOGUES, président de l'ADDES – Hugues SIBILLE, Président de la Fondation Crédit Coopératif

2018-01 Noguès-Sibille

LES ENJEUX DE LA GOUVERNANCE

Philippe EYNAUD, IAE de Paris, HCVA

Le concept de gouvernance et son application dans le milieu associatif ; les perspectives pour ce secteur

2018-2 Eynaud

LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE, ENJEU DES ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ENTRE L'ETAT ET L'ESS : IDENTITE, SOCIETE CIVILE ORGANISEE ET MOMENTS CRITIQUES

Timothée DUVERGER, Science-Po Bordeaux, Centre Emile Durkheim

La gouvernance démocratique dans l'ESS : analyse historique.

2018-3 Duverger

GOUVERNANCE DE 3 ORGANISATIONS DE LA CULTURE EN PHASE DE DEVELOPPEMENT

Nadine RICHEZ-BATTESTI, Université Aix-Marseille – Francesca PETRELLA, Delphine VALLADE, Cyrille FERRATON

L'étude de 3 cas dans le champ culturel permet d'analyser les processus de mise en œuvre de la gouvernance dans le temps

2018-4 Richez-Battesti

D'UNE COOPERATIVE DE CONSOMMATEURS (SADEL) A UNE SCOP (SAVOIRS PLUS) : LA GOUVERNANCE AU CŒUR DE LA DEMOCRATIE

Valérie BILLAUDEA, université d' Angers – Patrice MOYSAN, SADEL

Certaines coopératives tentent de renforcer la démocratie au-delà des statuts : exemple de la SADEL qui envisage d'évoluer vers un statut scop

2018-5 Billaudeau-Moysan

QUELLE GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE AU SEIN DES COOPERATIVES D'ACTIVITES ET D'EMPLOIS : LE CAS DE COODEMARRAGE

Charlotte LION, Coodémarrage – Sandrine ROSPABE, IUT de Rennes

Etude de l'évolution du modèle de gouvernance de la CAE suite à l'augmentation massive du nombre de sociétaires.

2018-6 Lion-Rospabé

CHANGEMENTS ORGANISATIONNELS ET PERFORMANCES DANS LES ORGANISATIONS EMPLOYEUSES D'ACCOMPAGNEMENT ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE : LE CAS D'ENTREPRENDRE ENSEMBLE DUNKEROUE NORD

Meryem AKESBI, université Lille1

Le mode de gouvernance de l'association parapublique Entreprendre Plus.

2018-7 Akesbi

L'USAGE DU DIGITAL, FACILITATEUR DE LA GOUVERNANCE.

Françoise LEDOS, Coop de France

En termes d'implication dans la gouvernance, le digital permet de développer l'accès à l'information en utilisant les nouveaux outils de communication. Il facilite des choses qu'il peut être complexe de faire parvenir jusqu'à l'adhérent.

2018-8 Ledos

**LES COMMUNS, UN RENOUVELLEMENT DEMOCRATIQUE DES GOUVERNANCES ? ETUDE DE CAS
DANS LES HAUTS DE FRANCE**

Amélie LEFEBVRE-CHOMBART, ChairESS Hauts de France – Pierre ROBERT, Clercé

Cet article aborde la problématique de la gouvernance dans l'ESS, à partir de l'approche des communs. Nous comparons deux projets de construction de commun identifiés dans la région Hauts-de-France : le SILLAB, initié par une administration décentralisée de l'État, et l'Assemblée des Communs de Lille, une initiative citoyenne

2018-9 Lefebvre-Robert

**LA GOUVERNANCE A L'ÉPREUVE DE LA CROISSANCE ET DE LA CONCURRENCE : LES ACTEURS
REUSSISSENT-ILS A PRÉSERVER LEURS VALEURS ?**

François BONNEU, (Habitat et Humanisme) - Fanélie CARREY-CONTE, Enercoop – Chantal CHOMEL ; Crédit Coopératif – Gérard LESEUL, Crédit Mutuel – Charlotte SINEY, Centre d'histoire sociale – Michel ABHERVE

Cette table-ronde s'adresse à des acteurs issus des grandes familles constitutives de l'économie sociale et solidaire pour leur demander comment chacun aborde, dans sa pratique, cette question de croissance des structures d'ESS

2018-10 Table-ronde